



Combien de temps Gaza pourra-elle survivre sans eau ?

Rasha Abou Jalal - VILLE DE GAZA, Bande de Gaza - La *crise de l'eau*, due aux coupures de courant de plus de 20 heures par jour qui sont devenues la règle, a poussé les habitants de la Bande de Gaza à creuser des puits sans autorisation, ignorant les conséquences quant aux sérieuses menaces qui pèsent sur les déjà *rare*s réserves aquifères.

À la demande du Président de l'Autorité palestinienne **Mahmoud Abbas**, Israël a *réduit le 19 juin la fourniture d'électricité* à Gaza, passant de 120 mégawatts à 48 mégawatts, avec pour conséquence la crise actuelle autour de l'eau.

Omar Hamid, à la tête d'une famille de neuf personnes, a expliqué à Al-monitor, « la municipalité livre de l'eau dans les foyers pendant seulement deux heures tous les deux ou trois jours. Ce n'est pas suffisant pour répondre aux besoins de base minimum d'une famille. »

« Il n'y a aucune énergie pour faire fonctionner les pompes et remplir nos réservoirs d'eau. Gaza vit avec à peine *quatre heures d'électricité* par jour. En outre, ce créneau très limité ne coïncide pas souvent avec les heures d'approvisionnement de l'eau provenant des divers puits municipaux vers les habitations. »

Comme d'autres habitants, Hamid est contraint d'acheter de l'eau à un prix très élevé auprès de stations locales privées pour remplir le réservoir de sa maison. « Le remplissage d'un réservoir d'eau de 1000 litres par une station locale privée coûte 25 shekels (environ 7 \$), tandis que la municipalité offre la même quantité pour 1 shekel (0.28 \$), » explique-t-il.

Pour garantir ses besoins en eau sans devoir payer ce prix élevé, Hayat Al-Najar, mère d'un foyer de six enfants, stocke l'eau municipale pendant les heures d'approvisionnement, utilisant n'importe quels récipients disponibles tels que baignoires, bouteilles de jus de fruit vides ou d'autres ustensiles. Elle utilise l'eau ainsi stockée pour effectuer les tâches ménagères, ménage, lessive, vaisselle.

La crise de l'eau à Gaza

Voici ce qu'elle relate à Al-monitor, « Notre approvisionnement en eau couvre à peine nos besoins essentiels. Mes enfants auraient besoin de prendre des douches tous les jours avec cet été chaud, mais pour économiser l'eau, je peux seulement me permettre de les doucher une fois par semaine. »

Pour avoir accès à l'eau, certains citoyens, particulièrement les propriétaires d'immeubles, ont commencé à creuser des puits sans autorisation pour pomper de l'eau dans la nappe aquifère, dont le *niveau est déjà tendu*, a expliqué Al-Banna Mazen, le vice-président de l'Autorité palestinienne.

« La nappe de Gaza est surexploitée avec environ de *150 millions de mètres cubes* par an. Autour de 220 millions de mètres cubes sont prélevés chaque année, mais l'eau de pluie ne réapprovisionne qu'à hauteur de 70 millions de mètres cubes par an ».

Banna explique aussi qu'il y a autour de 10 000 puits à travers la Bande de Gaza, incluant 300 puits municipaux, 2 700 puits agricoles et 7 000 *puits non autorisés*.

Creuser un puits privé coûte environ 2000 \$, dit Maher Abu Juba, un ouvrier du bâtiment qui creuse des puits pour des particuliers. « Malgré ce coût élevé, les citoyens comptent de plus en plus sur les puits privés, en partageant leur coût avec des voisins, comme seul moyen pour surmonter la crise chronique de l'eau.

Banna dit qu'il y a trois ans, l'administration a empêché les citoyens de forer des *puits non autorisés*, leur offrant de préserver ainsi les réserves souterraines.

L'administration de l'eau » voulait combler les puits creusés par les citoyens, mais aujourd'hui elle ferme les yeux sur le forage de puits et même octroie des autorisations à certains d'entre eux en échange de 5000 shekels [environ 1,400 \$] au vu de la crise d'électricité permanente ».

Ahmed Hillis, directeur du Département de Sensibilisation Environnementale au sein de l'Administration Palestinienne chargée de la Qualité de l'Environnement, a déclaré à Al-monitor, « les puits privés non autorisés ont des conséquences désastreuses sur l'aquifère de Gaza. La plupart de ces puits ne sont ni surveillés ni contrôlés par des autorités spécialisées. L'eau souterraine stockée dans l'aquifère est prélevée de manière incontrôlée. »

« La sur-extraction de l'aquifère pour alimenter les puits a conduit à l'intrusion d'eau de mer dans la nappe, avec pour conséquence une haute salinité de l'eau souterraine de Gaza, dont 97 % sont *impropres à la consommation*. »

Hillis reproche aux collectivités locales de Gaza d'*accorder des autorisations* pour creuser des puits depuis 2014 sans prendre en considération leur impact négatif sur la réserve d'eau souterraine.

Selon Banna, la meilleure solution à la crise de l'eau est d'une part de résoudre la crise de l'électricité et d'autre part de mettre en œuvre davantage de projets de *désalinisation de l'eau de mer* pour la rendre potable, à l'image de l'usine de dessalement d'eau de mer financée par l'Union européenne et inaugurée en janvier dans le sud de la Bande de Gaza. L'usine fournit de l'eau à 75 000 personnes. Cependant, il ajoute que la plupart des projets de dessalement d'eau de mer *sont gelés* au vu de la situation politique dans la *Bande de Gaza assiégée* et de la *division politique* entre Gaza et la Cisjordanie depuis 2007.



* **Rasha Abou Jalal** est écrivain et journaliste à Gaza, spécialisée dans les nouvelles politiques, les questions humanitaires et sociales liées à l'actualité.

[Articles de la même auteure.](#)

6 août 2017 - *Al-Monitor* - Traduction : [Chronique de Palestine](#) - Nadya



Comment Gaza a été réduit à une enclave invivable

Michael Lynk - *Comment peut-on vivre dans un endroit où on a l'électricité seulement quelques heures par jour, et l'eau seulement huit heures tous les quatre jours ?*

Gaza et Tel Aviv se trouvent à seulement 75 kilomètres l'une de l'autre. Les deux villes partagent le même sol sablonneux et les mêmes étés brûlants du Levant. Mais les similitudes s'arrêtent là. Si on prenait la nuit une image satellite de la Méditerranée orientale on verrait sur Tel Aviv un flamboiement de lumière incandescente, et seulement quelques petites lumières pâles, un peu plus loin, sur le rivage de Gaza.

Gaza arrive dans son troisième mois de la restriction, imposée de l'extérieur, de son [accès déjà insuffisant à l'électricité](#).

L'enclave de deux millions de personnes nécessiterait normalement environ 450 mégawatts (MW) d'électricité par jour pour avoir de l'électricité 24 heures sur 24. Cependant, au cours de la dernière décennie, du fait du rigoureux blocus israélien de Gaza, sa fourniture d'énergie est passée à quelque 200 MW, ce qui a entraîné des pannes de courant continues. Mais au cours des derniers mois, selon l'organisation israélienne des droits humains Gisha, la fourniture d'électricité de Gaza a varié chaque jour entre 140 MW et 70 MW, rallongeant d'autant les pannes et les souffrances de la population.

La première cause de la pénurie d'électricité réside dans le différend entre l'Autorité palestinienne (AP) et le Hamas sur la taxation des carburants. Cela a incité l'[Autorité palestinienne à demander à Israël](#) de réduire les 120 MW qu'il vendait quotidiennement à Gaza, à environ 70 MW, et Israël l'a fait.

Gaza est dans un cycle récessif, et plus rapide que prévu

Une deuxième source d'électricité de Gaza est l'unique centrale électrique de Gaza, qui ne peut produire que 50-55MW par jour (et seulement, quand il est possible d'importer du carburant d'Égypte). La centrale électrique a été gravement endommagée par les bombardements israéliens en 2006 et [à nouveau en 2014](#), et Israël a limité l'entrée de pièces de rechange à Gaza. Si l'usine était entièrement opérationnelle, elle pourrait produire environ 140 MW.

La troisième source d'approvisionnement en électricité de Gaza provient de l'Égypte, qui fournit environ 28MW par jour, avec actuellement beaucoup de coupures. Et la quatrième source est constituée de [panneaux solaires](#) individuels et de générateurs que seuls les plus aisés peuvent s'offrir.

Les conséquences sociales de cette terrible pénurie d'électricité sont graves. Les ménages sans générateurs ou sans panneaux solaires - la grande majorité des Gazaouis - ont entre 4 et 6 heures d'électricité par jour dans le meilleur des cas, suivies de 12 à 16 heures de coupure. Les [hôpitaux](#) sont obligés d'avoir d'énormes générateurs et de rationner l'électricité. Les commerces et les entreprises sont obligés de fermer. Plus de 100 millions de litres d'[eaux usées](#) non traitées se déversent quotidiennement dans la Méditerranée, polluent les plages et les lieux de pêche. Il faut acheter la nourriture au jour le jour et la consommer rapidement. Le service Internet - le seul lien de presque tous les Gazaouis avec le monde extérieur - est sporadique. Et il y a peu d'électricité disponible pour la climatisation et les ventilateurs permettant de lutter contre la chaleur étouffante de l'été.

Le contexte de la pénurie à Gaza

L'équipe de pays des Nations Unies (UNCT) dans le territoire palestinien occupé a récemment publié un [rapport sans concession](#), sur l'impact humanitaire des 10 ans de blocus israélien de Gaza et des divisions politiques internes des Palestiniens. Ses conclusions sont terribles : l'appauvrissement de Gaza est entièrement dû à [des décisions humaines](#), et non à des causes naturelles.

L'année 2007 a été le début de la fin pour Gaza. En juillet de cette année-là, Israël a imposé un blocus total à la bande de Gaza en déclarant qu'elle était une « entité ennemie ». La vie avant 2007 à Gaza était déjà très difficile, mais depuis elle est devenue catastrophique et sans espoir. Gaza, dont on a pu dire autrefois qu'elle était la future « [Singapour du Moyen-Orient](#) », est devenue le symbole de la misère la plus horrible.

Selon le rapport de l'ONU, entre 2006 et 2016, le produit intérieur brut (PIB) de Gaza par habitant a diminué de 5,3 %, alors qu'il a progressé de 48,5 % en Cisjordanie occupée. En 2004, 30% de la

population vivait déjà sous le seuil de la pauvreté et il y en a 40% aujourd'hui. Gaza souffre de l'un des taux de chômage les plus élevés au monde, soit 41% fin 2016. Plus de 60 % des Gazaouis qui ont entre 20 et 24 ans sont sans travail et le taux de chômage des femmes a augmenté de 35% à 64% entre 2006 et 2016. En 2017, plus de 60% de la population dépend partiellement ou totalement de l'aide humanitaire. Selon d'autres rapports, la violence sexiste, les divorces, les suicides et la consommation de drogues sont en augmentation régulière.

Les secteurs économiques traditionnels de Gaza se détériorent. L'agriculture, l'exploitation forestière, la pêche et la production industrielle sont tous en déclin et la principale source de croissance provient, tragiquement, de la reconstruction des quartiers détruits lors des trois agressions israéliennes des neuf dernières années.

Israël contrôle tout ce qui rentre et sort de Gaza ; le nombre moyen de camions de marchandises sortant de Gaza au cours des cinq premiers mois de 2017, n'est même pas le tiers de ce qu'il était au cours du premier semestre de 2007. « La dégringolade économique de Gaza au cours de la dernière décennie », indique le rapport de l'ONU, « est le signe incontestable du recul du développement de la bande de Gaza. »

La situation de l'eau potable à Gaza est désespérée. La surexploitation destructrice de l'aquifère côtier a provoqué des irrptions d'eau de mer, et 96 % des eaux souterraines sont maintenant impropres à la consommation humaine.

La moitié de la population a accès à l'eau pendant seulement huit heures tous les quatre jours et 30 % des habitants ont de l'eau pendant huit heures tous les trois jours. L'eau des camions citernes est 15-20 fois plus chère que l'eau du réseau, et elle n'est pas de bonne qualité. Comme pour tous les produits rares, ce sont les pauvres et les personnes en état de faiblesse qui sont les plus touchés. Un nouvel accord sur l'eau entre Israël et l'Autorité palestinienne, annoncé récemment, pourrait soulager un peu la population, mais pour bien, il faudrait que Gaza parvienne à l'autosuffisance grâce à des usines de désalinisation et à une production d'électricité sécurisées.

Le rapport de l'ONU rappelle au monde entier qu'Israël demeure la puissance occupante à Gaza, car il contrôle ses frontières terrestres, maritimes et aériennes, même s'il n'a plus de « bottes au sol ». En tant que tel, il a l'obligation juridique d'assurer la santé, la dignité et le bien-être de la population. Le rapport souligne en particulier, que « les nombreuses restrictions imposées par Israël à la fois sur les mouvements des personnes et sur les biens entrant et sortant de Gaza violent toute une série de droits humains élémentaires tels que le droit à la liberté de mouvement et ... le droit à la santé, à l'éducation, à un travail, à un niveau de vie décent et à une vie de famille ». Les autres acteurs qui sont responsables de Gaza - le Hamas, l'Autorité palestinienne et l'Égypte - ont également le devoir légal de respecter les standards humanitaires et les droits humains, ce qui n'a pas toujours été le cas au cours des dernières années.

En 2012, l'ONU a publié un rapport intitulé « Gaza en 2020 : pourra-t-on encore y vivre ? » (PDF). Ce rapport était inquiétant, mais le dernier rapport de l'ONU est désespérant. Il conclut que Gaza, en cinq ans, a été victime d'une « spirale descendante de développement », qui a enfermé les habitants de Gaza dans un cercle vicieux de crise humanitaire et de dépendance perpétuelle à l'aide humanitaire.

Il ne reste que trois ans avant 2020, et le rapport souligne que, s'il n'est pas mis fin à la situation actuelle, Gaza deviendra encore « plus isolée et plus désespérée » avec le risque de conflits encore plus dévastateurs et d'une économie encore plus exsangue. Si rien n'est fait, il vaut mieux cesser de nourrir l'espoir d'une réconciliation politique entre les Palestiniens et d'une paix durable entre Israël et la Palestine. Alors, est-ce que les images satellites de la nuit à Gaza montreront bientôt quelques lumières?



* **Michael Lynk** est le rapporteur spécial des Nations Unies pour les droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés par Israël depuis 1967. Il a été nommé en 2016. Il enseigne également à la Faculté de droit de l'université de Western Ontario (London, Ontario, Canada) Scribest. Visitez son [site personnel](#).

Articles [du même auteur](#).

28 juin 2017 - Transmis par l'auteur - Traduction : [Chronique de Palestine](#) - Lotfallah



Le nouveau chef du Hamas Yahya Al-Sinwar, confronté à une alliance tripartite

Saleh Al-Naami - Les choses s'éclaircissent et ne nécessitent guère d'analyse complémentaire. La crise de l'électricité qui a dernièrement été exacerbée dans la Bande de Gaza n'était pas une étape

passagère due à des considérations économiques de la part de l'Autorité Palestinienne.

Ce n'était pas non plus le résultat d'options politiques de la direction de l'AP ni le désir du président Mahmoud Abbas de mettre les choses au point avec le Hamas. La réalité c'est que ce fut la mise en œuvre d'une stratégie israélienne visant à réduire la marge de manœuvre de la nouvelle direction du Hamas dans la Bande de Gaza afin de dissuader le mouvement d'entreprendre une nouvelle confrontation militaire. M. Abbas et le chef du régime en place au Caire, Abdel Fattah Al-Sisi, ont tenu les rôles principaux dans cette stratégie, bien qu'ils n'aient joué aucun rôle dans son élaboration. Cet article ne reflète pas mon opinion personnelle ; c'est une traduction d'un reportage paru dans le numéro de vendredi du magazine *Israeli Defence* qui examinait les raisons de la réduction de l'approvisionnement en électricité dans la Bande de Gaza et son objectif. D'après le magazine, Israël suppose que le passé militaire du nouveau dirigeant du Hamas dans la Bande de Gaza, [Yahya Al-Sinwar](#), et la nature « intransigeante » de ses positions politiques et idéologiques peuvent l'amener à envisager une confrontation militaire avec Israël en réaction au siège du territoire et à la détérioration de sa situation économique. Ainsi, la manœuvre tripartite mise en place par Tel Aviv et exécutée avec la coopération de MM. Abbas et Al-Sisi a été conçue pour dissuader le Hamas de débiter un nouveau conflit.

Selon *Israeli Defence*, la stratégie tripartite a été élaborée dans l'idée d'essayer d'amener les masses palestiniennes de Gaza à exercer une pression sur M. Al-Sinwar, envoyant le message à la direction du Hamas que le peuple pourrait se retourner contre elle. Cet objectif pourrait être atteint en aggravant encore plus la situation économique par des coupures supplémentaires d'électricité. Israël présumait que M. Al-Sinwar devra alors prendre en compte l'intérêt de la population, de telle sorte qu'il doive mettre dans la balance les options militaires du Hamas et l'opinion publique.

L'article explique comment MM Al-Sisi, Netanyahu et Abbas ont coopéré afin de mettre ce plan en œuvre progressivement. Le but était de faire craindre au Hamas l'éventualité d'une désobéissance civile. Israël est passé à l'acte et a réduit la fourniture d'électricité à Gaza, tandis que le Caire annonçait sa propre intention d'en faire autant au cas où le Hamas ne prenait pas d'engagements en matière de sécurité, notamment à la frontière entre Gaza et le Nord Sinaï. Quant à M. Abbas, il a fait part à Israël de son intention d'arrêter de payer la facture d'électricité, ce qui en pratique signifierait la fin totale de la fourniture d'électricité à Gaza par Israël.

D'après le magazine la manœuvre visait à utiliser la crise de l'électricité pour modifier l'équilibre et épuiser le crédit politique et diplomatique de la direction du Hamas, et éroder son pouvoir au niveau régional. Une délégation du Hamas s'est rendue en Égypte pour tenter de résoudre le problème et se mettre d'accord sur une solution avec M. Al-Sisi. Ce travail d'approche avec le Caire laisse à penser que la direction du mouvement n'est pas intéressée par un nouveau conflit militaire avec Israël.

Initialement, d'après *Israeli Defence*, le Hamas aurait tenté de réagir aux actions israéliennes par des menaces militaires et en laissant entendre qu'il entamerait une confrontation. Israël riposta en démontrant qu'il était prêt au combat. Le magazine avance qu'Israël réussit à tromper le Hamas en annonçant le rappel de forces réserves sous le prétexte de faire face aux défis du Hezbollah sur le front nord, alors que le réel objectif est de les utiliser contre le Hamas à Gaza au cas où M. Al-Sinwar déciderait de lancer quelque chose. Des sources officielles à Tel Aviv auraient confirmé que l'option « escalade » avait été mise au placard pour l'instant parce que le Hamas a montré son désir de contrôler la situation par le biais de démarches politiques.

Ceci a amené M. Netanyahu à revenir sur des déclarations faites par ses ministres sur l'intention d'Israël d'intensifier la crise de l'électricité ; il pense que l'objectif de l'action tripartite a déjà été atteint.

Ceci apporte la preuve que l'aggravation de la crise de l'électricité dans la Bande de Gaza était, en fait, un vaste stratagème géopolitique complet pour exploiter les difficultés du peuple palestinien tout en pariant cyniquement sur le sens du devoir et de la responsabilité que la direction du Hamas ressent à son égard. Il est facile de comprendre qu'Israël puisse se comporter de la sorte envers Gaza et utilise la souffrance du peuple pour servir son propre intérêt. Mais ce qui est plus difficile à comprendre, cependant, c'est pourquoi Mahmoud Abbas, l'AP et M. Al-Sisi se prêtent à ce jeu alors qu'il ne sert que les intérêts de Tel Aviv. Il est clair que MM Abbas et Al-Sisi ne sont que des pions utilisés par M. Netanyahu pour maîtriser M. Al-Sinwar.

Alors qu'Israël continue d'imposer des faits sur le terrain en étendant ses colonies illégales dans toute la Cisjordanie occupée et Jérusalem, et que M. Netanyahu annonce que la Cisjordanie restera pour toujours sous souveraineté israélienne, personne ne s'attendait à ce que l'Autorité Palestinienne et le gouvernement égyptien prêtent main forte au premier ministre israélien dans ses manigances contre les Palestiniens. L'AP et le Caire lui ont fourni la marge de manœuvre nécessaire, et ont protégé Israël d'une nouvelle confrontation militaire.



* **Saleh al-Naami** est un réfugié palestinien qui vit dans le camp d'al-Maghazi dans le centre de la Cisjordanie. Il est titulaire d'une maîtrise en études politiques à l'Université de Jérusalem, et il prépare actuellement un doctorat. Consultez ici [son site](#).

22 juin 2017 - *Middle East Monitor* - Traduction: *Chronique de Palestine* - MJB



L'Union Européenne se lave les mains du drame qui se déroule à Gaza

Ali Abunimah – *Au bout de 10 ans de blocus israélien, les conditions de vie des deux millions de Palestiniens piégés dans la bande de Gaza sont, à tous égards, pires que jamais.*

Au bout de 10 ans de blocus israélien, les conditions de vie des deux millions de Palestiniens piégés dans la bande de Gaza sont, à tous égards, pires que jamais.

Le blocus israélien, [selon le groupe](#) des droits de l'homme B'Tselem, oblige les résidents de Gaza « à vivre dans une pauvreté abjecte dans des conditions inhumaines sans égales dans le monde moderne ».

Mais l'Union européenne, qui se targue pourtant d'être le champion de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme, se lave les mains du sort des habitants de Gaza.

Après quatre jours de réduction progressive d'électricité, Israël en est arrivé maintenant à réduire de 60 % l'électricité qu'il fournit à la bande de Gaza.

Comme à cela s'ajoutent les coupures habituelles, la plupart des ménages ne disposent que d'environ quatre heures d'électricité par jour.

Comme de nombreux [organismes internationaux le clament](#), le territoire est en pleine crise humanitaire.

À la mi-mai, le [Comité international de la Croix-Rouge](#) a déclaré que Gaza était au bord de l'effondrement systémique du fait que les salles d'opération, les systèmes d'eau et d'assainissement avaient cessé de fonctionner.

Déjà, le principal hôpital de la ville de Gaza a [réduit ses opérations chirurgicales](#) d'un tiers et, comme l'effet du blocus est exacerbé par la crise de l'électricité, le territoire est [inondé par les eaux usées](#).

La cruauté de l'Autorité Palestinienne

Israël se cache derrière l'Autorité palestinienne, qui [a demandé à Israël](#) de réduire l'approvisionnement en électricité de Gaza, dans le cadre des efforts du chef de l'Autorité Palestinienne Mahmoud Abbas pour saper le Hamas qui régit l'intérieur de Gaza.

L'approvisionnement en carburant pour la seule centrale électrique de Gaza a cessé en avril, ce qui a transformé une grave pénurie chronique d'électricité en une catastrophe imminente. Les autorités de Gaza ont maintenant réussi à obtenir [quelques jours d'approvisionnement](#) en carburant depuis l'Égypte – malgré les efforts de l'AP pour empêcher l'Égypte de donner ce bref sursis à Gaza.

La [cruelle campagne de l'Autorité palestinienne](#) contre le peuple de Gaza comprend également la [réduction des approvisionnements en médicaments](#) sur le territoire. En conséquence, plus de 300 patients atteints de mucoviscidose sont en danger mortel et 90 % des patients cancéreux ne reçoivent plus un traitement complet, entre autres menaces imminentes à la vie et à la santé, selon l'association Médecins pour les droits de l'homme – Israël.

L'UE est un élément-clé du problème

Mais comme de nombreux groupes de défense des droits de l'homme l'ont souligné, [Israël ne peut pas échapper à sa responsabilité](#).

Israël reste la puissance occupante à Gaza. Il a seul le pouvoir de mettre immédiatement fin à la souffrance de ses habitants et il a l'[obligation légale](#) de le faire en vertu de la Quatrième Convention de Genève.

Israël agit cependant en toute impunité, car il est soutenu par des puissances mondiales, en particulier par l'Union européenne, son plus grand partenaire commercial.

Cela fait plusieurs jours, que l'Intifada électronique demande au Service d'action extérieure de l'Union européenne, le ministère des Affaires étrangères de l'UE, de commenter la situation à Gaza et d'expliquer ce que fait l'UE pour obtenir d'Israël qu'il recommence à fournir de l'électricité à Gaza.

Mardi, Maja Kocijancic, le porte-parole du chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini, a confirmé qu'elle avait reçu la demande de The Electronic Intifada et elle a promis « de s'informer des derniers développements » et « de revenir vers vous le plus vite possible ».

Mais deux jours de plus ont passé et la date butoir de jeudi après-midi est arrivée dans un silence total de l'UE, malgré nos rappels fréquents à Kocijancic et à ses collègues.

Qui ne dit mot consent...

L'UE accorde à Israël toutes sortes de concessions commerciales et d'avantages financiers en vertu de leur soi-disant Accord d'association.

[Cet accord](#) précise que les relations entre l'UE et Israël « doivent reposer sur le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques », une assertion considérée comme « un élément essentiel » de l'accord.

Des [dizaines de membres](#) du Parlement européen ont exhorté Mogherini à suspendre l'accord – à la lumière des violations répétées et flagrantes d'Israël des droits des Palestiniens.

Mais au lieu de cela, l'UE semble déterminée à récompenser Israël.

Un indicateur fiable de ce parti pris est le flot régulier de tweets que le Bureau de représentation de l'UE à Tel-Aviv, envoie, sur son compte officiel, pour célébrer le « partenariat » de l'UE avec Israël, y compris des programmes de « [recherche](#) » qui [financent l'industrie militaire](#) israélienne.

Cette semaine même, alors que les conditions à Gaza se détérioraient, l'UE a vanté sa coopération

militaire avec Israël sur de soi-disant « défis partagés ».

Qui plus est, le Service d'action extérieure de l'UE ne s'est pas fendu d'un seul *tweet* sur Gaza depuis 2015.

La récente intensification de la crise à Gaza dure depuis avril et elle a suscité de nombreuses inquiétudes qu'elle pourrait conduire à une nouvelle guerre.

Le silence de l'UE ne peut donc pas être dû à une méconnaissance des faits.

On ne peut que le considérer comme un soutien tacite à l'intensification du blocage contre Gaza et une acceptation implicite des souffrances qu'Israël inflige sciemment à une population épuisée et traumatisée par une décennie d'isolement et d'agressions militaires israéliennes répétées.

L'Union européenne est bien en train d'approfondir son partenariat avec Israël.

C'est un partenariat dans le crime.



* **Ali Abunimah** est un journaliste palestino-américain, auteur de *The Battle for Justice in Palestine*. Il a contribué à *The Goldstone Report : The Legacy of the Landmark Investigation of the Gaza Conflict*. Il est le cofondateur de la publication en ligne *The Electronic Intifada* et consultant politique auprès de *Al-Shabaka*.

Articles du même auteur.

22 juin 2017 - *The Electronic Intifada* - Traduction : *Chronique de Palestine* - Dominique Muselet



Comment la culture pourrait contribuer à mettre fin aux divisions palestiniennes

Asmaa al-Ghoul - À la lumière de la situation économique actuelle dans les territoires palestiniens, la culture et l'art sont devenus un luxe.

Alors que les conditions économiques qui affligent la bande de Gaza continuent de se détériorer, la culture est devenue le moindre des besoins quotidiens de la société. Des activités telles que regarder une pièce de théâtre ou écouter des poèmes ne figurent plus sur la liste des priorités des Gazaouis à un moment où le chômage augmente de jour en jour et l'économie est au bord du gouffre.

Le nombre d'activités culturelles a diminué en raison de l'augmentation du nombre de séminaires et de conférences sur les questions politiques et les droits de l'homme organisés par les organisations de la société civile et gouvernementales. À cela s'ajoute le soutien croissant aux projets de secours et d'urgence au lieu d'activités liées à l'art et à la culture.

Les statistiques contenues dans le *plan stratégique culturel pour la période 2011 - 2013*, publié par le ministère de la Culture à Ramallah, montrent qu'une part d'à peine 0,003 % du budget général de l'Autorité palestinienne (AP) a été allouée aux affaires culturelles à travers les territoires palestiniens, y compris Gaza.

Mohamed al-Bouji, auteur et professeur de critique littéraire à l'université al-Azhar, estime que la bande de Gaza ne reçoit pas assez de soutien de la part des autorités à Gaza et à Ramallah. Selon lui, les écrivains dans la bande de Gaza sont invisibles dans la mesure où ils publient rarement des livres ou participent rarement à des activités culturelles, que ce soit à Gaza ou à l'étranger.

« Il est dommage que les discussions liées à la culture et aux activités culturelles soient devenues une sorte de luxe, a indiqué Bouji à Al-Monitor. Alors que le blocus s'intensifie et que la fracture politique s'accroît, les sujets culturels ne sont plus importants et cessent d'être essentiels. »

Malgré cette détérioration des conditions culturelles, le ministère de la Culture à Ramallah a soutenu récemment des initiatives culturelles. Le 8 janvier, le Fonds culturel palestinien du ministère de la Culture a approuvé trois accords visant à soutenir des projets culturels et techniques à Gaza.

Le premier accord a été signé avec l'artiste Mohamed Harb pour soutenir financièrement un projet cinématographique, le second avec l'artiste Ibrahim al-Awadhi pour créer une galerie d'art à Gaza, tandis que le troisième a pour but de mener à bien le projet de film « Gaza Graph » du réalisateur Yousef Nateel.

« C'est ma première expérience avec le ministère », a indiqué Harb à Al-Monitor, ajoutant qu'il s'agissait pour lui d'une occasion de raviver la scène culturelle et artistique à Gaza.

Le projet se compose d'une formation et d'ateliers de production de courts métrages consacrés à 20 jeunes hommes et femmes, qui seront sélectionnés à l'issue d'entretiens et qui raconteront leur histoire dans un film de sept minutes, a-t-il expliqué. « Le projet a pour objectif de découvrir ceux qui ont du talent cinématographique », a-t-il déclaré.

Nateel a déclaré à Al-Monitor que c'était avec l'aide d'une équipe de photographes et de chercheurs qu'il avait réussi à recueillir le soutien du ministère pour produire son film.

Son documentaire aborde l'histoire de la photographie dans la ville de Gaza, a-t-il précisé : « J'ai eu cette idée en 2012 et j'essaie depuis lors d'obtenir le soutien nécessaire. » Il a expliqué que la

subvention du ministère de la Culture, qu'il n'a pas divulguée, est envoyée par versements partiels en fonction des étapes du film ou de l'achèvement du projet.

Le ministère reste en contact avec les personnes qui ont des projets à mener à bien afin de s'assurer que toutes les étapes du projet sont réalisées sans obstacles. Au moment de l'achèvement du projet, les personnes en charge de ce dernier auront reçu le montant convenu.

« Notre rôle est d'activer la coopération avec les différentes institutions culturelles palestiniennes afin d'unifier l'activité culturelle en soutenant des festivals, des séminaires et les divers programmes culturels à Gaza et en Cisjordanie », a déclaré à Al-Monitor Ihab Bseiso, ministre de la Culture et président de l'organisme de gestion des fonds culturels.

Lui-même poète originaire de la ville de Gaza, le ministre a poursuivi : « Gaza a toujours fait partie de nos intérêts dans tous les domaines au ministère de la Culture ». Il a souligné que la scène culturelle ne pouvait être complète dès lors qu'il manquait une partie géographique de la Palestine. Malgré la tragédie de la division, la bande de Gaza est présente dans la scène culturelle palestinienne « pour défier l'occupation et ceux qui tentent de perturber les activités culturelles qui contribuent à la sauvegarde de l'identité nationale ».

Bseiso a en outre souligné l'importance du fait de soutenir la créativité individuelle palestinienne partout où elle se trouvait. « Ce n'est un secret pour personne que les politiques d'occupation israéliennes visent à effacer l'identité culturelle palestinienne et à falsifier la conscience historique et culturelle. Ainsi, notre rôle en tant qu'institutions intellectuelles et culturelles est de faire face à ces politiques en soutenant des initiatives sérieuses et des créations qualitatives qui reflètent la profondeur, l'histoire et le poids de la culture palestinienne », a-t-il déclaré.

Selon le Bureau central palestinien des statistiques, environ 1 200 [activités culturelles](#) ont été menées dans la bande de Gaza en 2015 sur 8679 activités effectuées dans l'ensemble de la Palestine, alors que le nombre de centres culturels opérant en Palestine [s'élevait à 596](#), dont 81 dans la bande de Gaza.

Bseiso, qui a repris le portefeuille du ministère de la Culture début 2016, a indiqué que le nombre d'activités culturelles avait augmenté à Gaza, avant d'ajouter que le nombre de centres culturels était logique, étant donné qu'il y a 11 provinces en Cisjordanie et quatre dans la bande de Gaza.

Le [plan culturel stratégique 2014-2016](#) publié par le ministère à Ramallah avait mentionné plusieurs obstacles auxquels les activités culturelles sont confrontées, à savoir la scission entre la Cisjordanie et Gaza, les risques auxquels l'économie palestinienne fait face, la croissance économique plus lente en Cisjordanie et à Gaza, le changement qui s'ensuit quant aux priorités des soutiens de famille et des innovateurs, ainsi que le printemps arabe, qui a déplacé le soutien arabe et international de la Palestine vers d'autres régions confrontées actuellement à des défis, comme la Syrie.

Dans les plans stratégiques publiés tous les trois ans par le ministère à Ramallah, il a été convenu que les pratiques israéliennes séparaient la bande de Gaza, la Cisjordanie, Jérusalem et les terres de 1948, ce qui affecte ainsi le mouvement culturel palestinien et l'empêche de bénéficier d'un environnement favorable et stimulant. La [créativité dans la production culturelle palestinienne](#) est alors devenue l'exception plutôt que la règle.

Malgré la frustration, des institutions culturelles telles que la [A.M. Qattan Foundation](#) et le [Conservatoire national de musique Edward Saïd](#) sont parvenues à tourner la page de la division palestinienne pour créer une atmosphère de créativité et de compétition culturelle unifiée au niveau de la narration, de la poésie et de la [musique](#). Cependant, le ministère de la Culture n'a pas encore unifié [son site Web](#) : celui qu'il gère à Gaza est différent du [site Web cisjordanien](#) en ce qui concerne les activités, l'approche et le groupe cible. On pourrait même dire que ce sont deux sites Web qui ciblent deux États différents.



* **Asma al-Ghoul** est journaliste et écrivain, du camp de réfugiés de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza.

Articles de [la même auteure](#).

9 mars 2017 - *Al-Monitor* - Traduction : [Chronique de Palestine](#) - Valentin B.



Au bout de 10 ans de blocus, Gaza atteint un point de rupture humanitaire et politique

Chloé Benoist - Alors que la bande de Gaza vient de passer la barre des 10 ans du siège israélien de la petite enclave palestinienne, jeudi, la situation humanitaire continue à préoccuper les groupes de défense des droits humains, qui ne cessent de dénoncer les « conditions de vie les plus inhumaines du monde moderne. »

Gaza, qui a souvent été comparée à une « prison à ciel ouvert » pour ses 1,9 million d'habitants entassés dans 365 kilomètres carrés, vient de subir une décennie d'isolement et de privations,

aggravée par trois agressions militaires israéliennes dévastatrices et une persistante lutte politique entre deux factions palestiniennes.

La décision récente de l'Autorité palestinienne (PA) de demander à Israël de [réduire l'approvisionnement en électricité](#) de la bande de Gaza a fait craindre que la situation à Gaza n'atteigne rapidement un niveau de dégradation politique et humanitaire aux conséquences imprévisibles.

Une décennie de restrictions épouvantables

Six mois après qu'Israël a évacué ses colonies illégales dans la bande de Gaza, le mouvement du Hamas a remporté des élections législatives palestiniennes en janvier 2006 avec une victoire écrasante : il a remporté 74 sièges au Conseil législatif palestinien (PLC), tandis que le Fatah, le parti de l'AP au pouvoir, n'en remportait que 45.

Ce « [tsunami](#) » comme le Fatah l'a appelé, n'a pas enchanté les responsables du Fatah, et les tensions entre le Hamas et le Fatah se sont aggravées d'autant plus que les israéliens et les Etatsuniens ont décidé d'imposer des sanctions économiques à l'AP, parce qu'ils considéraient le Hamas comme un groupe terroriste.

Les tensions ont abouti à la bataille de Gaza entre le 10 juin et le 15 juin 2007, au cours de laquelle le Hamas a pris le plein contrôle de la côte. Israël a réagi en imposant le blocus militaire total de Gaza.

Depuis 10 ans, les autorités israéliennes restreignent sévèrement la liberté de circulation des Gazaouis, exigeant que tous les Palestiniens – y compris les [malades en traitement](#), les [hommes d'affaires](#) et les [hommes âgés](#) qui veulent aller prier – aient un permis pour entrer ou sortir des territoires occupés à travers le checkpoint d'Erez.

L'Égypte, le seul autre pays qui [partage une frontière avec Gaza](#), a également [intensifié le blocus](#) depuis qu'Abd al-Fattah al-Sisi a [renversé le gouvernement](#) dirigé par les Frères musulmans en 2013 et est devenu président.

La plupart des Gazaouis ne peuvent ni sortir de l'enclave côtière assiégée ni y entrer, parfois pendant des mois d'affilée, parce que les autorités égyptiennes n'ouvrent que sporadiquement le poste frontière de Rafah. Selon les Nations Unies, il n'a été ouvert que 44 jours en 2016, et 21 jours en 2015.

L'Égypte a récemment tenté de faire pression sur le gouvernement de Gaza pour qu'il coopère avec ses violentes opérations de « contre-terrorisme » en échange de la fourniture d'électricité dont Gaza a un besoin impérieux.

Israël a également maintenu des restrictions draconiennes sur l'approvisionnement de l'enclave assiégée, arguant que des matériaux de construction comme le ciment pouvaient être utilisés par le Hamas et d'autres groupes de résistance palestinienne à des fins militaires.

Les dossiers du ministère israélien de la Défense publiés en 2012 ont également révélé que les autorités israéliennes ont aussi limité l'[entrée de la nourriture dans Gaza](#) ; selon l'ONG juridique Gisha, des produits tels que la [cardamome](#), le [chocolat](#) et les [chips](#) étaient interdits d'importation dans Gaza en 2010. De plus, le secteur agricole de Gaza a beaucoup souffert des « zones tampons » créées par Israël à la fois sur terre et en mer ; les [agriculteurs palestiniens risquent leur vie](#) lorsqu'ils s'approchent trop près de la clôture de la frontière et les pêcheurs lorsqu'ils s'éloignent de la petite « zone de pêche délimitée » (par Israël) au large de la bande de Gaza.

Le profond impact de trois guerres

Israël a inlassablement tenté d'écraser la résistance palestinienne dans la bande de Gaza pendant toutes ces années, en prétendant que les roquettes sporadiquement tirées de la petite enclave palestinienne, ou que les tunnels construits entre Gaza et Israël ou l'Égypte justifiaient ses mesures punitives contre Gaza.

A Fish Out of Water: Gaza's First Fisherwoman

Alors que les tunnels entre Gaza et Israël sont utilisés par des groupes de la résistance pour attaquer Israël, les tunnels vers l'Égypte sont utilisés par le Hamas comme une source de revenus et d'armes et aussi pour faire rentrer des produits de première nécessité pour les Gazaouis, comme de la nourriture, des médicaments et des matériaux de constructions indispensables.

Le blocage déjà rigoureux a vu son impact multiplié par plusieurs attaques militaires israéliennes de grande envergure sur Gaza pendant ces dix ans ; des groupes de défense des droits humains ont accusé Israël d'un usage disproportionné de la force qui s'apparente à des crimes de guerre.

Pendant l'opération « Plomb durci », une guerre de trois semaines qui a commencé à la fin de décembre 2008 et s'est terminée en janvier 2009, 1 391 Palestiniens ont été tués – dont 926 civils – et plus de 5 000 ont été blessés, selon le Centre palestinien pour les droits de l'homme (PCHR). Dans le même temps, 13 Israéliens ont été tués – quatre d'entre eux par un feu ami – et 518 ont été blessés. En novembre 2012, les frappes militaires israéliennes d'une durée d'une semaine connues sous le nom de « Opération Pilier de Défense » ont tué 160 Palestiniens tués et fait 1 000 blessés, selon le PCHR, tandis que, selon le gouvernement israélien, 6 Israéliens ont été tués et 229 blessés. Le conflit le plus dévastateur, toutefois, a eu lieu à l'été 2014, lorsqu'une guerre de sept semaines a coûté la vie à 2 310 Palestiniens, 70% d'entre eux des civils selon le ministère de la Santé de Gaza, et en a blessé plus de 10 500 autres. Pendant ce temps, 72 Israéliens, dont 67 soldats, ont été tués et 555 blessés.

Le Hamas n'a pas revendiqué d'attaques de roquette depuis que le cessez-le-feu a été déclaré après la guerre de 2014 et il a même essayé d'empêcher les plus petits groupes de lancer des roquettes.

Les officiels israéliens ont néanmoins accusé le Hamas de « préparer » une autre guerre avec Israël et ont mené des opérations de représailles sur toute la bande de Gaza -par des